

**Guido Müller, Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund, München (Oldenbourg) 2005, XI–525 p. (Studien zur Internationalen Geschichte, 15), ISBN 3-486-57736-0, EUR 54,80.**

rezensiert von/compte rendu rédigé par  
**Lionel Richard, Paris**

Dans une longue introduction, Guido Müller définit dans quel champ d'étude s'inscrit ce travail de recherche qu'il a présenté comme thèse d'habilitation en 1998 à Aix-la-Chapelle. Il ne se réclame pas plus de la sociologie culturelle que de l'histoire diplomatique. Le domaine auquel il entend se rattacher serait plutôt l'histoire des idées. En l'occurrence, son objectif a été de montrer comment certains groupes sociaux à cheval sur plusieurs pays, mais à l'écart des élites diplomatiques tout comme des instances officielles qui représentaient l'économie, la culture, la défense militaire, ont contribué à développer et à propager une certaine image de ce qu'ils croyaient être, entre 1919 et 1939, l'avenir de l'Europe.

Guido Müller fonde son analyse sur deux associations non gouvernementales. D'un côté, le Comité franco-allemand d'information et de documentation, inauguré à Berlin et Paris en 1926, actif jusqu'à son autodissolution, à la fin de 1938. De l'autre, la Ligue européenne pour la Culture, née à Vienne en 1922 à l'initiative du Prince Anton Karl Rohan, et prolongée en 1924 à Paris, Milan, Heidelberg, Francfort, sous la forme d'une Fédération internationale des unions intellectuelles qui lui servit publiquement de couverture jusqu'en 1934.

Entre les deux organisations, guère de contacts, de communication institutionnelle. C'est concurremment qu'elles mirent sur pied des rencontres, des congrès, des publications d'ouvrages. Seule personnalité qui, symboliquement, les relia plus ou moins, puisqu'il passa de la Ligue au Comité en 1930, avec de hautes responsabilités de part et d'autre: le journaliste allemand Max Clauss. Dans ce transfert, son expérience ne fut pas, d'ailleurs, sans marquer son destin, étant donné qu'en 1933, le Troisième Reich utilisa ses compétences pour sa propagande à l'étranger. Néanmoins, le comportement de Clauss est un épiphénomène qui n'est pas significatif des activités réciproques de chacune des associations. D'où la nécessité dans laquelle Guido Müller s'est trouvé d'en retracer l'histoire séparément, à travers deux études approfondies mais simplement juxtaposées.

À l'origine du Comité franco-allemand, le journaliste germanisant Pierre Viénot en 1924–1925, qui fit une carrière politique auprès du maréchal Lyautey au Maroc, puis auprès du général de Gaulle à Londres, où il est mort en 1944. Viénot réussit dans son projet grâce à celui qui devint son beau-père, l'industriel luxembourgeois Emile Mayrisch. Ce dernier, ne serait-ce que dans l'intérêt de sa propre société, l'ARBED, était partisan de nouvelles relations économiques avec l'Allemagne. Par le biais de son épouse, Aline de Saint-Hubert, ses idées trouvaient un écho favorable dans certains cercles intellectuels français, notamment celui de »La Nouvelle Revue française«, autour d'André Gide et de

Jacques Rivière. Sur le fond, la démocratie parlementaire représentait le modèle politique préconisé par le Comité pour toute l'Europe. Ainsi Viénot écrit-il en 1925 dans »La Revue de Genève«: »L'accord des volontés nationales sur le principe démocratique, tel est aujourd'hui l'espoir du plus grand nombre des Européens«.

En ce qui concerne la Ligue, elle détermina son orientation, sous l'égide de Rohan, aristocrate catholique, sur la notion de »révolution conservatrice«, avec de fortes sympathies pour le fascisme de Mussolini. Au printemps 1925, elle fut dotée d'une publication, l'»Europäische Revue«, qui se réclama, en référence à Nietzsche et à la vieille aristocratie européenne, d'une Europe culturelle au-dessus des nations. Internationalisme et pacifisme ayant échoué, selon Rohan, avec la Première Guerre mondiale, les Lumières, le libéralisme, la démocratie lui semblaient définitivement des idées caduques. En 1923, il s'affirma expressément, dans une brochure publiée à Leipzig, en faveur du fascisme. Il prônait pour l'Allemagne un fascisme aux caractéristiques allemandes, capable de »faire front« contre les conceptions démocratiques et la social-démocratie.

Intellectuellement et historiquement, le programme de la Ligue présente beaucoup d'intérêt dans la mesure où Rohan sut attirer, dans son sillage et celui de sa revue, des personnalités d'un grand rayonnement: l'écrivain Hugo von Hofmannsthal, par exemple, qui reprit à son compte en 1925 la formule de »révolution conservatrice«, ou le juriste antidémocrate Carl Schmitt, ou encore le psychanalyste Carl Gustav Jung. En définitive, Rohan lui-même adhéra en 1935 au Parti national-socialiste autrichien et, après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en 1938, se plia aux exigences du Troisième Reich, alors qu'avant 1933 il avait, dans son aristocratismes élitaires, évité toute affirmation de racisme.

Viénot et l'entourage des Mayrisch ont été l'objet de nombreuses études depuis les recherches pionnières de Fernand L'Huillier et de Jacques Bariéty au début des années 1970. Mais Guido Müller les renouvelle ici avec intelligence et, surtout, les enrichit d'une documentation solide, puisée dans divers fonds d'archives. Édifiante, sa présentation des positions du »politologue« de Heidelberg Arnold Bergsträsser, entre autres, qui tente dès 1931 de convaincre les Français, à l'intérieur du comité, de l'utilité d'un gouvernement allemand qui fonctionnerait avec une participation de Hitler et de ses acolytes.

Clair, précis, toujours très judicieusement argumenté, cet ouvrage de Guido Müller est incontestablement de grande qualité. Regrettables, toutefois, plusieurs coquilles sur l'orthographe de noms propres français, et une erreur malheureusement très répandue: Viénot ne fut pas chargé de la section Allemagne »dans le nouveau ministère de l'Information sous l'autorité de Jean Giraudoux en 1939–1940«, comme on lit p. 94, pour la simple raison, ainsi qu'y insiste avec constance Jacques Body, éminent spécialiste de Giraudoux, que ce dernier n'a jamais disposé que d'un »Haut-Commissariat«, et qu'il n'a donc jamais, *stricto sensu*, été membre de quelque gouvernement que ce fût.

En dépit de ces peccadilles et d'une conclusion un peu scolaire, insuffisamment développée par rapport au contexte général de l'époque, nous avons là une remarquable contribution scientifique à la

connaissance des relations intellectuelles entre la France et l'Allemagne de 1919 à 1939. Elle éclaire sur les oppositions sociales qui paralysèrent, jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, la formation d'un solide socle intellectuel d'inspiration démocratique en Europe.